

Siège :

9 Rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC SUR MER

☎ 05.56.73.29.26

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 26 JANVIER 2017
D26012017/019**

PRESIDENT : Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :

Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Serge LAPORTE, Jean-Marc SIGNORET,
Gilles COUTREAU, Jean Bernard DUFOURD, Véronique CHAMBAUD,
Jean Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON,
Pierre BOURNEL, Jean Luc PIQUEMAL, Jacques BIDLUN,
Dominique FEVRIER, Pierre JACOB, Alain BOUCHON, Marie LASSERRE,
Pascal ABIVEN, Daniel JAFFRELOT, Hervé CAZENAVE, Pascale MARZAT,
Jérémy BOISSON, Sylvie LAVERGNE, Bernard BESSAC,
Marie-Hélène GIRAL, Evelyne MOULIN, Marie-Dominique DUBOURG,
Tony TRIJOULET, Claudette RAUTUREAU, Alfred AUGEREAU,

ETAIENT REPRESENTES :

Laurent PEYRONDET (pouvoir à Jérémy BOISSON)
Michel BAUER (pouvoir à Pascale MARZAT)
Barbara FRANCOIS (pouvoir à Marie LASSERRE)
Isabelle LAPALU (pouvoir à Gilles COUTREAU)
Jean-Louis DUCLOU (pouvoir à Jean-Pierre DUBERNET)
Bernard LOMBRAIL (pouvoir à Xavier PINTAT)

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Anne WISNIEWSKI, Jean-Paul LE GLATIN (démissionnaire)

Membres suppléants remplaçant
un membre titulaire

Membres suppléants :

Geneviève CHAUSSIER, Dominique JOANNON

SECRETAIRE DE SEANCE :

Marie LASSERRE

Objet :

URBANISME

OPPOSITION AU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI)

Rapporteur :

Franck LAPORTE, 2^{ème} Vice-président

Vote :

UNANIMITE

La loi n° 2014-1-366 en date du 26 mars 2014 dite « ALUR » a instauré le transfert automatique de la compétence PLU aux communautés de communes et d'agglomération à l'issue d'un délai de trois ans à partir de sa publication, soit le 27 mars 2017.

Cependant, ce transfert peut être empêché si, trois mois avant l'expiration de ce délai de trois ans, au moins 25% des communes représentant au moins 20% de la population s'y opposent.

En effet, l'article 136 de la Loi « ALUR » dispose que « La communauté de communes ou la communauté d'agglomération existant à la date de publication de la présente loi, ou celle créée ou issue d'une fusion après la date de publication de cette même loi, et qui n'est pas compétente en matière de plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale le devient le lendemain de l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la publication de ladite loi. Si, dans les trois mois précédant le terme du délai de trois ans mentionné précédemment, au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s'y opposent, ce transfert de compétences n'a pas lieu. »

Il est proposé au conseil communautaire :

- de s'opposer au transfert de la compétence PLU à la Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE, d'une part,
- d'autoriser le Président à saisir les communes afin de solliciter leur décision et réunir les conditions de blocage, soit 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population, d'autre part.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- OUI l'exposé du rapporteur,
- VU l'avis favorable du bureau du 17/01/2017, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- APRÈS en avoir délibéré,

DECIDE

- de s'opposer au transfert de la compétence PLU à la Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE,
- d'autoriser le Président à saisir les communes afin de solliciter leur décision et réunir les conditions de blocage, soit 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population.

Nombre de membres en exercice : 37

Nombre de membres présents : 30

Nombre de suffrages exprimés : 36

Vote : Pour : 36 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC SUR MER, le 26 JANVIER 2017



LE PRESIDENT,

Xavier **PINTAT**
Sénateur de la Gironde
Maire de Soulac-sur-Mer